



CENTRALES  
FINANCES



# 15 MAI DANS LA FONCTION PUBLIQUE UNE MOBILISATION ESSENTIELLE



LES ORGANISATIONS SYNDICALES D'ADMINISTRATION CENTRALE  
CFDT - CFTC - CGT - FO - SOLIDAIRES ET UNSA CONSTATENT QUE  
LE GOUVERNEMENT DEMEURE SOURD À LEURS EXIGENCES EN MA-  
TIÈRE DE SALAIRE ET D'EMPLOI PUBLIC.

Pire même : s'agissant de la valeur du point, le Premier ministre confirme la politique d'austérité salariale en affirmant sa volonté de maintenir son gel jusqu'en 2017. L'hypothétique « *clause de revoyure* » évoquée ces derniers jours ne change rien à la question. Pas davantage que les éléments de communication mis en avant de manière tendancieuse sur le « *coup de pouce* » en direction des bas salaires, présenté comme une nouveauté alors qu'il a été décidé à l'automne dernier et est mis en œuvre depuis le 1er février.

Sur l'emploi public, aucune inflexion n'est envisagée pour faire face à la précarité qui perdure et aux sous effectifs qui existent et s'aggravent dans de nombreux secteurs..

Face à cette politique inacceptable, nos organisations syndicales continuent de revendiquer :

- > Une revalorisation immédiate du point d'indice ;
- > La refonte de la grille pour une meilleure reconnaissance des qualifications ;
- > L'intégration d'une large partie des primes dans le traitement indiciaire ;
- > L'égalité salariale entre les femmes et les hommes ;
- > Des emplois statutaires pour faire face aux besoins ;
- > Le développement des garanties pour les contractuels ;
- > Des perspectives de carrière et de mobilité choisie pour tous les agents
- > La possibilité d'exercer des missions de service public dans des conditions décentes.

C'est sur ces bases qu'elles demandent l'ouverture sans délai de négociations.

**Plus que jamais, face à l'intransigeance du gouvernement, elles appellent les agents de l'administration centrale des Finances à participer massivement à la manifestation**

Départ à **14 h** de **Denfert Rochereau** vers la **place des Invalides**.

Paris, le 7 mai 2014

